

# L'évolution du rôle des acteurs sociaux – La gouvernance de l'emploi et le paradigme de l'activation au Maghreb

### Katrin SOLD



Katrin Sold est doctorante en science politique à l'université de Marburg (Allemagne) et chercheuse auprès de l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, DGAP) à Berlin. Elle a rejoint l'IRMC en accueil scientifique entre mai et août 2013.

Le concept de la protection sociale est caractérisé par des liens complexes entre les acteurs publics et privés, la société civile et les individus. Dans les pays de l'OCDE l'État a longtemps joué le rôle d'un garant de la protection sociale. Mais dès le début des années 1970 de nouveaux modèles de protection remplacent de plus en plus le concept d'un soutien étatique global. Les processus de mondialisation et de tertiarisation ainsi que les dettes publiques croissantes renforcent cette évolution. Fondés sur les principes du néolibéralisme ces modèles s'appuient sur l'idée de la responsabilité individuelle. Ce changement de paradigme se révèle notamment dans le domaine de l'emploi : de nouvelles approches dans la politique de l'emploi se basent sur des mesures d'activation mettant l'individu et son « employabilité » au centre des stratégies de lutte contre le chômage.

Au cours des années 1980 ce changement de paradigme atteint également les pays du Maghreb, ceci notamment dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et des accords d'association et de libre-échange avec l'Union Européenne et les États-Unis. Ces programmes imposent une restructuration globale du secteur économique avec un impact profond sur le

secteur social et le marché de travail. En tant qu'employeur l'État garantissait jusqu'alors le salaire et une certaine protection sociale à des milliers de salariés dont un grand nombre de jeunes diplômés. À la suite des privatisations et de la réduction du secteur public le taux de chômage augmente rapidement faisant ainsi du problème du chômage un des défis majeurs de la région.

Suivant le paradigme de l'activation, les programmes d'emploi mis en place dans les pays du Maghreb se focalisent sur l'« offre » du marché de travail, soit sur les demandeurs d'emploi. De même, les institutions et instruments de la politique de l'emploi sont soumis à des transformations majeures. Les nouvelles approches incluent des programmes de formation, la restructuration du service de placement et la promotion de l'auto-emploi. Ces transformations impliquent des changements profonds du rôle de l'État et des structures de gouvernance de l'emploi. Au niveau des acteurs, nous voyons apparaître de nouvelles formes de coopération entre les différents acteurs avec une

importance croissante du secteur privé et des organisations de la société civile. Sur le plan territorial nous assistons en même temps à un transfert de compétences du niveau national vers le niveau régional voire local. Cependant, il serait réducteur de qualifier cette évolution de simple « retrait » de l'État national. Notre projet de recherche analysera plutôt la redéfinition du rôle de l'État ainsi que la transformation de l'idée de la gouvernance dans le domaine de l'emploi. L'objectif sera d'étudier en détail les effets de ce changement de paradigme vers le principe d'activation sur les relations entre les différents acteurs dans le domaine de l'emploi. Il sera notamment intéressant de mieux connaître l'impact du changement des structures de gouvernance sur la répartition des pouvoirs et les capacités d'action des différents acteurs impliqués dans la politique de l'emploi. Le projet de recherche a pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des formes de gouvernance dans la région ainsi que de ses évolutions dynamiques.



© leconomistemaghreb.com